

FACE AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES : L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES EXIGE UNE VRAIE LOI-CADRE INTÉGRALE ET REFUSE LES LEURRES SÉCURITAIRES

Paris, 3 septembre 2026

Depuis plusieurs mois, les mobilisations féministes, enfantistes et syndicales se sont multipliées à travers tout le pays pour exiger une loi-cadre intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. Devant les tribunaux et dans la rue, la colère s'exprime face au traitement structurellement défaillant des violences et à la victimisation secondaire qu'inflige trop souvent le système aux victimes, lorsque les institutions (police, justice, santé) remettent en cause leur parole, les culpabilisent ou minimisent leur vécu. Le meurtre de la jeune Lyannah et les révélations qui entourent l'affaire Bruel, tout comme les affaires Mazan, Bétharram ou Le Scouarnec, rappellent l'ampleur d'un système qui installe l'impunité et abandonne les victimes.

Les violences sexistes et sexuelles ne sont pas des "faits divers" : elles sont massives, systémiques et structurelles. Qu'elles touchent les femmes, les enfants ou les personnes LGBTQIA+, elles découlent des mêmes mécanismes de domination patriarcale. Chaque année, plus de 160 000 enfants et 325 000 femmes en sont victimes en France, tandis que les agressions lesbophobes et transphobes continuent de progresser.

SOUS LA PRESSION DE NOS LUTTES : UN PROJET DE LOI MAIS ...

Sous la pression directe de ces mobilisations et d'actions collectives, le gouvernement s'est vu contraint d'annoncer l'examen d'une loi contre les violences sexuelles au Parlement début octobre.

Mais attention : alors que nos luttes ont imposé l'agenda politique, le projet parlementaire s'éloigne dangereusement du texte initial porté par la Coalition féministe et enfantiste.

Au lieu de faire de la prévention, de la formation des personnels et du renforcement des associations les piliers du texte, les discussions parlementaires en cours pourraient faire la part belle à la surenchère purement répressive.



Comme le porte la coalition féministe et enfantiste pour une loi intégrale et comme l'a rappelé le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), le tout-sécuritaire ne remplacera jamais une politique globale de prévention, de soin et de protection.

Le gouvernement agite des mesures répressives et des lois liberticides (comme la loi "Chatcontrol", outil de surveillance et de fichage de masse sous couvert de lutter contre la pédocriminalité) pour faire oublier qu'il a complètement abandonné le social et qu'il continue de détruire les services publics, tandis que les associations voient leurs subventions rabotées.

REFUSER L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE ET LA VIOLENCE INSTITUTIONNELLE

En effet, le gouvernement maintient une logique d'austérité qui asphyxie les structures d'accueil, les services sociaux, l'hôpital public et la justice.

Comment accueillir dignement, accompagner sur la durée les victimes, éduquer, soigner ou empêcher les violences sans moyens ? Ces logiques comptables (rationalisation, coupes budgétaires) génèrent une véritable violence institutionnelle qui frappe de plein fouet les victimes.

L'EXTRÊME DROITE EST RACISTE, PATERNALISTE : JAMAIS FÉMINISTE !

L'extrême droite et les mouvements réactionnaires tentent d'instrumentaliser ces drames pour imposer des politiques autoritaires et des ressorts racistes, tout en combattant l'éducation au consentement et en votant contre les budgets de l'Aide Sociale à l'Enfance et des associations de terrain. Opposée depuis toujours aux projets de loi de progrès social et féministe, l'extrême droite ne sera jamais une alliée.

L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES REVENDIQUE UNE VRAIE LOI-CADRE INTÉGRALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, ET POUR CELA NOUS EXIGEONS :

- 3 milliards d'euros globaux pour financer la prévention, la protection et la prise en charge intégrale des soins (notamment les psychotraumatismes).
- Une éducation à la vie affective et sexuelle (EVARS) effective de la maternelle au lycée et des formations obligatoires pour l'ensemble des personnels de l'éducation, de la santé, de la justice et du monde du travail.
- Des droits concrets au travail : un congé rémunéré de 20 jours sans justificatif pour les victimes de violences sexistes et sexuelles, l'interdiction stricte de licenciement, des moyens et du temps et des moyens pour les référent·es harcèlement.
- Une justice spécialisée et formée, avec un socle minimal d'actes d'enquête obligatoires et rapides pour mettre fin au taux intolérable de 94 % de classements sans suite.

Et plus globalement, nous exigeons la restauration des services publics et associations de proximité pourvus de moyens financiers et humains.

L'Union syndicale Solidaires appelle à investir massivement la rue et les rassemblements du 7 septembre qui auront lieu devant les tribunaux de justice et à Paris Place Vendôme pour maintenir la pression sur le gouvernement.

Le combat contre le patriarcat et le capitalisme se mène dans nos lieux de travail, devant les tribunaux et dans les manifestations.

La loi intégrale initiale doit advenir, sans renoncement budgétaire ni dérive sécuritaire !



Union
syndicale
Solidaires